

> accueil > les informations > les dossiers d'actualités

## Délégation interministérielle pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer

### Les Békés débattront avec les associations et les élus antillais

**Patrick Karam, délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'outre-mer, organise une rencontre-débat sur le thème « La place des Békés dans la société antillaise : mythes et réalités » le mercredi 18 mars 2009 de 17h30 à 19h30 en salle Félix Éboué à la Délégation interministérielle (27, rue Oudinot Paris 7ème).**

Dans un contexte tendu, les représentants emblématiques de la communauté béké et les principales associations et élus ultramarins de l'Hexagone débattront pour la première fois sans tabou. Une rencontre primordiale dans la situation actuelle de délitement de la cohésion sociale aux Antilles.

Contact : Jordan Lolo-Paolini | [jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr](mailto:jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr)

10-03-2009

### Journée de la femme | Un débat sur la création d'entreprise pour faire avancer les DOM

**A l'occasion de la Journée de la femme, un débat sur le thème « Femmes d'outre-mer et entrepreneuriat en France » sera organisé le mardi 10 mars 2009 de 18h à 20h sous le haut patronage de Patrick Karam, délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'outre-mer. Il aura lieu en salle Félix Éboué à la Délégation interministérielle - 27, rue Oudinot 75007 Paris.**

Le débat alternera les séquences de témoignages de femmes chefs d'entreprises et des séquences sur les dispositifs en place pour faciliter la création d'entreprise.

#### Programme du Ti-Kozé

##### 18h | Début des débats

- ▶ témoignages de femmes chefs d'entreprises
- ▶ les outils à la disposition des entrepreneurs
- ▶ entreprendre sans être discriminée

**19h20 |** le mot d'Yvon Thiant, modérateur et président de l'association DOM Entreprises

**19h30 |** Clôture des travaux par Patrick Karam, Délégué interministériel.

#### Les chefs d'entreprises

- ▶ La Guadeloupéenne Babette de Rozières, chef d'entreprise, La table de Babette ( Paris XVIème) ;
- ▶ La Martiniquaise Karine Barclais, chef d'entreprise Kbey & Partners (Paris XXème) ;
- ▶ La Martiniquaise Sandrine Joseph, ingénieur et chef de projets France Télécom Île-de-France ;
- ▶ La Martiniquaise et Nigériane Uché Okonkwo, chef d'entreprise Luxe E.t.c, Uxe Corp ( Paris VIII) ;
- ▶ La Réunionnaise Yveline Lee, chef d'entreprise Traiteur événementiel Lee.

#### Les Grands témoins

- ▶ Dominique Coffinet, chargé d'études outre-mer ADIE ( association pour le Droit à l'initiative économique). L'Adie est le premier opérateur de microcrédit en France ;
- ▶ Jean-Michel Debrat, directeur général adjoint AFD (Agence française de développement). L'AFD est un acteur clef pour le financement des économies en Afrique francophone et dans les collectivités d'outre-mer ;
- ▶ Eric Montagne, chargé des questions outre-mer à la BRED ;
- ▶ Carole Da Silva, membre du Haut Conseil à l'Intégration.

Contact : Jordan Lolo-Paolini | [jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr](mailto:jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr)

6-03-2009

## **Propos d'Elie Domota : Contre l'intérêt des Guadeloupéens**

**Patrick Karam, délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'outre-mer, dénonce les propos pour le moins inacceptables tenus par Elie Domota, porte-parole du collectif LKP en Guadeloupe lors d'une interview hier soir sur Télé-Guadeloupe.**

Nous traversons une crise mondiale d'une rare intensité. C'est donc une période durant laquelle nous manquons cruellement de capitaux pour investir.

Le chômage touche massivement toute l'Europe et touchera d'autant plus les départements d'outre-mer parce que plus fragiles encore par nature mais aussi en raison du blocage de ces dernières semaines. Nul ne peut imaginer en 2009 vivre dans une bulle protectrice qui l'isolerait des répercussions d'une telle crise.

Dans ce contexte et avec les nombreuses avancées sociales issues de la signature de l'accord de sortie de crise, on ne peut prendre le risque de laisser des entreprises quitter la Guadeloupe.

Les entrepreneurs, békés ou pas, créent des emplois rémunérés ! Les Békés sont des Guadeloupéens et des Martiniquais au même titre que le reste de la population de ces territoires. Et puis, il faut se rendre à l'évidence : les entreprises qui ont leur siège social implanté sur ces territoires sont plus attentives aux conséquences humaines des décisions qu'elles prennent. L'attitude du leader à leur égard est la porte ouverte à une main mise des multinationales sur l'économie guadeloupéenne et la destruction de toute volonté locale d'entreprendre.

Après une si longue période de conflit, il devient urgent de retisser les liens de la société et de cesser de désigner des boucs émissaires comme le furent par le passé les Dominicains, les Haïtiens ou encore les Indiens. Dans ce processus, il convient d'intégrer toutes les composantes de la population pour la cohésion de la Guadeloupe. Alors qu'il a toutes les cartes en main, le Délégué appelle Elie Domota à être partie prenante de ce processus nécessaire en prenant la mesure de la responsabilité qui pèse sur ses épaules. Il en va de l'avenir de 450 000 guadeloupéens.

Contact : Jordan Lolo-Paolini | [jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr](mailto:jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr)

6-03-2009

---

## **Une sortie de crise vitale pour les DOM**

**Patrick Karam, délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'outre-mer, se réjouit de la signature de l'accord de sortie de crise cette nuit en Guadeloupe. Les mesures prises auront des effets bénéfiques sur la vie quotidienne des Guadeloupéens.**

Le Délégué ne peut néanmoins oublier que ces avancées sociales seront payées au prix fort par l'archipel guadeloupéen. C'est pourquoi Patrick Karam a une pensée particulière pour toutes les victimes collatérales de ce long conflit : les chefs d'entreprises guadeloupéens contraints de mettre la clef sous la porte dans les mois à venir, les milliers de salariés qui risquent le chômage, les étudiants, les élèves, les candidats au BAC et aux concours qui perdront une année ou cumuleront des difficultés...

En ce qui concerne la Martinique, Patrick Karam a bon espoir que les partenaires sociaux s'inspirent de l'attitude constructive de leurs compatriotes guadeloupéens pour mettre définitivement un terme à un conflit désormais destructeur pour l'emploi local. La Martinique est au point de la grève où les acquis ne pourront jamais compenser le recul de l'économie et la destruction massive des emplois et des entreprises.

Le Délégué invite les Réunionnais à la prudence. Les négociations peuvent aboutir sans qu'il soit besoin d'une grève prolongée en raison d'une prise de conscience générale de l'État, des collectivités locales et des entreprises. Le délégué rappelle en outre qu'ils bénéficieront, tout comme les Guyanais, de l'effort supplémentaire de l'État pour les départements d'outre-mer.

Contact : Jordan Lolo-Paolini | [jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr](mailto:jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr)

5-03-2009

---

## **Nomination du chef de projet des États généraux de l'outre-mer : un choix judicieux**

**Patrick Karam, délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'outre-mer, se félicite de la nomination du préfet Richard Samuel comme « chef de projet » des États généraux de l'outre-mer.**

Le Délégué exprime sa satisfaction de voir à ce poste un préfet expérimenté et fin connaisseur du dossier avec lequel il a eu plaisir à travailler par le passé. Ils travailleront de concert dans le cadre de ce nouveau chantier de taille.

Ce Guadeloupéen aura en effet la lourde tâche de piloter en liaison avec les élus ultramarins l'ensemble du processus qui va remettre à plat tous les ratés de la départementalisation. Un processus qui permettra enfin de bâtir une société plus juste et plus équitable en outre-mer.

Contact : Jordan Lolo-Paolini | [jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr](mailto:jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr)

4-03-2009

**Guadeloupe et Martinique | Le conflit est derrière nous, l'activité doit reprendre dès demain**

**Patrick Karam, délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'outre-mer, se félicite de la proposition de Willy Angèle et du MEDEF d'un « accord Bino » pour une refondation économique et sociale qui permettra une sortie de crise dans les meilleurs délais. Un accord dans lequel la prime de vie chère atteint ou dépasse le seuil des 200 euros pour les bas salaires (jusqu'à 1,4 SMIC) : l'effort du patronat (50 euros pour les PME jusqu'à 20 salariés ; 70 euros pour celles de 20 à 100 salariés ; 100 euros pour celles de plus de 100 salariés) s'ajoutant à celui de l'État (à hauteur de 100 euros) et des collectivités locales (50 euros).**

Le Délégué avait lancé la veille un appel au MEDEF de Guadeloupe pour qu'il relève ce défi. C'est désormais chose faite. Toutes les parties ont ainsi l'occasion de pouvoir sortir la tête haute de ce conflit.

Les revendications ayant été satisfaites, il revient au collectif LKP de prendre ses responsabilités pour mettre un terme à cet engrenage de destruction massive des emplois et des entreprises. Il faut tout faire pour éviter à l'archipel un retour dix ans en arrière.

Concernant la Martinique, Patrick Karam se réjouit de l'accord-cadre sur l'augmentation des salaires signé la nuit dernière entre les différents acteurs de ce dossier.

La crise est désormais derrière nous, le Délégué invite donc à une reprise de l'activité économique, une réouverture de toutes les administrations et des établissements scolaires dès demain. Dans ces deux départements, la population a suffisamment souffert de cette longue période de conflit. Elle doit pouvoir bénéficier d'un retour à la vie normale.

Un processus qui va changer la donne et qui constitue une rupture avec la politique de l'État depuis la départementalisation en 1946 est bel et bien en marche. Il n'y a plus aucun tabou : contrôle et fixation des prix, développement économique endogène, bonne gouvernance, relation entre l'État et les départements d'outre-mer... les Domiens ont enfin toutes les cartes en main pour changer leur destin. Le délégué interministériel appelle toutes les énergies à se mobiliser pour ne pas rater ce rendez-vous historique.

Contact : Jordan Lolo-Paolini | [jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr](mailto:jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr)

3-03-2009

**Guadeloupe | Patrick Karam appelle le MEDEF à verser unilatéralement la prime de vie chère**

**Après quarante jours d'une crise aux conséquences sociales lourdes, Patrick Karam, délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'outre-mer, prenant acte de la bonne volonté affichée par toutes les parties, demande au MEDEF et au patronat local de verser unilatéralement la prime de vie chère calculée sur une base annuelle pour répondre aux revendications salariales.**

Cinq organisations patronales minoritaires ont signé un accord régional interprofessionnel sur les salaires en Guadeloupe, dit « Accord Jacques Bino », qui prévoit une prime de vie chère (50 euros pour les salaires inférieurs à 1,4 SMIC pour les entreprises de 0 à 100 salariés et pour les entreprises de plus de 100 salariés : 100 euros) assortie de modalités que rejettent le MEDEF et les organisations patronales, notamment le préambule politique et la base de calcul qui ne prend pas en compte tous les éléments de salaires.

Puisque le président du MEDEF, Willy Angèle, s'est déclaré à plusieurs reprises partisan d'appliquer l'augmentation voulue, Patrick Karam ne doute pas que le MEDEF local et l'ensemble des organisations professionnelles qui n'ont pas signé « l'accord Bino » prendront dans les jours qui viennent les dispositions pour appliquer unilatéralement les bonus de vie chère qu'ils ont établis dans leur propre proposition d'accord interprofessionnel (jusqu'à 1,4 SMIC : 50 euros pour les entreprises inférieures à 20 salariés ; 70 euros de 20 à 100 salariés ; 90 euros pour les plus de 100 salariés ; sauf dans certains secteurs exposés où la prime est de 50 euros).

Cet engagement, qui est de l'intérêt même des entreprises comme des salariés, devrait permettre une sortie de crise honorable.

Il devient désormais urgent de mettre un terme à une situation intenable pour tous les Guadeloupéens.

Cette grève n'a que trop duré. Il est temps de sauver les TPE et les PME tenues par les guadeloupéens, dont le dépôt de bilan ne profiterait qu'aux multinationales et aux oligopoles. Il est encore temps de sauver les salariés de ces entreprises qui par milliers risquent leurs emplois. Il faut aussi penser aux étudiants et aux élèves qui ne doivent pas perdre une année.

Contact : Jordan Lolo-Paolini | [jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr](mailto:jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr)

2-03-2009

**Crise en Guadeloupe : l'État fait un grand pas en avant**

**Pour Patrick Karam, délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'outre-mer, c'est la première fois dans ce conflit que nous avons une proposition concrète et structurée qui répond directement aux**

### **revendications sur la vie chère. Il s'agit d'un véritable tournant.**

Le Délégué interministériel appelle le patronat et le collectif LKP à s'asseoir à la table des négociations dans un esprit constructif de manière à obtenir un accord le plus rapidement possible. Le patronat et le collectif LKP doivent négocier de bonne foi et saisir la main tendue du gouvernement afin de mettre un terme à une situation intenable pour tous les Guadeloupéens.

Cette grève n'a que trop duré. Il est temps de sauver les TPE et les PME tenues par les Guadeloupéens, dont le dépôt de bilan ne profiterait qu'aux multinationales et renforcerait les oligopoles. Il est encore temps de sauver les salariés de ces entreprises qui, par milliers, risquent leurs emplois. Il faut aussi penser aux étudiants et aux élèves qui ne doivent pas perdre une année.

Il faut savoir arrêter une grève. Dans une négociation, chacun doit faire des concessions et ne pas camper sur des positions qui vont pénaliser les plus fragiles des Guadeloupéens.

Contact : Jordan Lolo-Paolini | [jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr](mailto:jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr)

19-02-2009

---

### **Nicolas Sarkozy signe un nouveau pacte avec l'outre-mer**

**Patrick Karam, délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'outre-mer, se réjouit, en tant que Guadeloupéen, de ce jour historique qu'attendaient depuis 60 ans les originaires d'outre-mer.**

Pour la première fois depuis l'instauration de la départementalisation, un processus de rénovation en profondeur des relations avec l'outre-mer est enclenché.

Les prédécesseurs de Nicolas Sarkozy, tout en multipliant les déclarations d'amour paternalistes pour l'outre-mer, n'avaient introduit que des mesurette qui s'additionnaient au fil des années sans jamais résoudre les problèmes structurels.

Le Président de la République a pris la mesure de la faillite du système actuel qui condamne les départements d'outre-mer au chômage massif, à la paupérisation et à l'injustice.

Le Président de la République a en effet tracé les grandes lignes d'une remise à plat de la politique de l'État et de ses liens avec l'Outre-mer qui permettront enfin de bâtir une société plus juste et plus équitable.

Contact : Jordan Lolo-Paolini | [jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr](mailto:jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr)

19-02-2009

---

### **Crise dans les DOM | Patrick Karam appelle au calme**

**Patrick Karam, délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'outre-mer, déplore les violences inacceptables qui se sont produites en Guadeloupe la nuit dernière et appelle au calme. Si ces violences perdurent, elles décrédibiliseront complètement le mouvement de protestation qui paralyse l'archipel depuis un mois.**

Pour autant, Patrick Karam fait la différence entre ces débordements et l'action du collectif LKP. Ces actes de dégradation et de violences sont le fruit de personnes isolées qu'il convient de mettre rapidement hors d'état de nuire.

Le Délégué appelle cependant chacun à ses responsabilités. Plus on tarde à faire des concessions, plus de tels agissements sont à prévoir. Dans cette démarche, le collectif a les cartes en main pour dénouer le conflit.

Pour aborder cette crise dans les départements d'outre-mer, Patrick Karam recevra ce mercredi 18 février 2009 à 17h30 (salle Félix Éboué - Délégation interministérielle pour l'égalité des chances d'outre-mer 27, rue Oudinot 75007 Paris) les cinquante principales associations et les élus ultramarins de l'Hexagone.

Contact : Jordan Lolo-Paolini | [jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr](mailto:jordan.lolo-paolini@outre-mer.gouv.fr)

18-02-2009

---